

PRESSE

Écrans de fumée

Luc Caregari

Les vœux à la presse sont aussi l'occasion d'une passe d'armes entre le Conseil de presse et le premier ministre. Cette tradition a aussi été honorée cette année, mais les relations entre le pouvoir et la presse ont changé plus profondément sous ce gouvernement qu'on ne le croit.

C'est devenu un classique : depuis une bonne quinzaine d'années, les représentants du Conseil de presse utilisent la cérémonie des vœux du Nouvel An pour répéter que le Luxembourg a enfin besoin d'un accès à l'information digne de ce nom. Rappelons-le : le grand-duché est un des seuls pays européens sans base légale qui garantisse à ses citoyens - et à ses journalistes - un accès aux informations détenues par les administrations. Alors que l'Union européenne demande à chaque pays adhérent de créer une telle législation dans le cadre des « best practices » (même le Kosovo dispose d'une loi qui va dans ce sens), le Luxembourg n'y est toujours pas parvenu. C'est un peu comme avec les « tax rulings » : sans base légale, c'est la jungle. Or, dans la fiscalité des multinationales comme dans le bon fonctionnement de la démocratie - dont l'accès aux informations est une composante indispensable -, le chaos n'est jamais la meilleure solution.

Même si Xavier Bettel a indiqué ce mercredi qu'il reverrait les problèmes de délai dans son projet de loi « pour une administration ouverte et transparente », cela ne veut pas dire que le législateur luxembourgeois s'appuiera sur les meilleurs exemples à l'étranger pour peaufiner sa loi. Tout au contraire : tant que la liste des exceptions, surtout celles protégeant tout ce qui pourrait toucher à la place financière, ne sera pas revue, cette loi ne vaudra pas grand-chose.

Le problème est que cette réticence s'inscrit parfaitement dans toute une série de mesures prises par la coalition bleu-rouge-vert, qui risquent d'endommager durablement la relation entre le pouvoir politique et la presse. Comme la réforme du Service information et presse (SIP), qu'on peut résumer - et cela se dit même dans les couloirs du service - par un désaveu de cette institution qui réglait les contacts entre les ministères et les médias. Dorénavant, le SIP n'est qu'un « service provider » pour les attachés de presse des ministères,

qui ont la mainmise totale sur les informations communiquées.

Ces mêmes attachés de presse qui sont devenus les seuls interlocuteurs des journalistes suite à la « circulaire Bettel » - à laquelle le premier ministre ne veut rien changer, comme il l'a fait entendre mercredi lors de la réception. Or, cette disposition sur la circulation des informations est problématique. Si ce sont les communicants qui sont chargés de l'information, la tentation de ne laisser filtrer que celles qui les arrangent est bien réelle et fragilise durablement le rapport de confiance entre médias et pouvoir. De plus, on est en droit de se demander comment cette disposition pourra tenir en place, une fois que l'accès à l'information sera garanti par la loi et que les fonctionnaires seront dans l'obligation de répondre aux demandes des citoyens et des journalistes. Une solution serait de réorienter la tâche des attachés de presse : au lieu de prendre en charge le storytelling gouvernemental, ils veilleraient à la bonne application de la loi sur l'accès à l'information, une pratique courante chez certains de nos voisins européens.

En tentant de se protéger des journalistes un peu trop fouineurs, le gouvernement risque de faire le lit des populistes qu'il veut combattre.

Mais ce n'est probablement pas le chemin que le gouvernement va suivre. Alors qu'en créant cet écran de fumée entre la presse et lui, il poursuit une voie dangereuse. En tentant de faire des médias des relais de ses stratégies de communication, il sape aussi la confiance du public envers les médias - qui à l'époque « post-factuelle » pleine de « fake news » dans laquelle nous vivons est devenue une denrée rare. En d'autres mots, en tentant de se protéger des journalistes un peu trop fouineurs, le gouvernement risque de faire le lit des populistes qu'il veut combattre.

L'auteur est président du syndicat de journalistes SJL et membre du bureau du Conseil de presse.



NEWS:

Öffentlicher Transport:
Kostenlos, aber nicht effizient **S. 3**
Union européenne: Sociale, socialiste, ou rien? **p. 4**
Aufruf an Obama :
„Freiheit für Leonard Peltier!“ **S. 5**

REGARDS:

Sprachendebatte:
Worüber wir eigentlich reden sollten **S. 6**
Luxleaks: Intérêts généraux **p. 8**
Green Shopping: Pour acheter, faut coopérer! **p. 10**
Rohstoff Phosphor:
Recyclen statt verschwenden **S. 12**
Russland-EU:
Kalter Krieg in postfaktischen Zeiten **S. 14**
Kolumbien: Der Frieden ist nicht links **S. 16**